

## CHAPITRE II

# Les comptes prévisionnels par catégorie d'exploitations pour 2009 <sup>(1)</sup>

(Estimation au 24 novembre 2009)

Résumé .....	41
Grandes cultures : forte baisse des prix et du revenu .....	43
Maraîchage et fleurs : poursuite de la baisse tendancielle du revenu .....	45
Viticulture : meilleures récoltes mais encore inférieures à la moyenne .....	46
Arboriculture fruitière : bonnes récoltes, fortes baisses de prix .....	47
Élevage bovin : situation toujours difficile pour l'élevage bovin .....	48
Élevage ovin et autres herbivores : amélioration relative mais le niveau de revenu reste faible .....	49
Élevage hors sol : forte diminution des coûts de production .....	50
Disparités et évolutions à long terme du revenu .....	51
Annexes chiffrées .....	53

(1) Présenté par Maurice DESRIERS, secrétaire de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation, ce rapport a été préparé au Bureau des statistiques sur les productions et les comptabilités agricoles du SSP par Éliane LE REY.



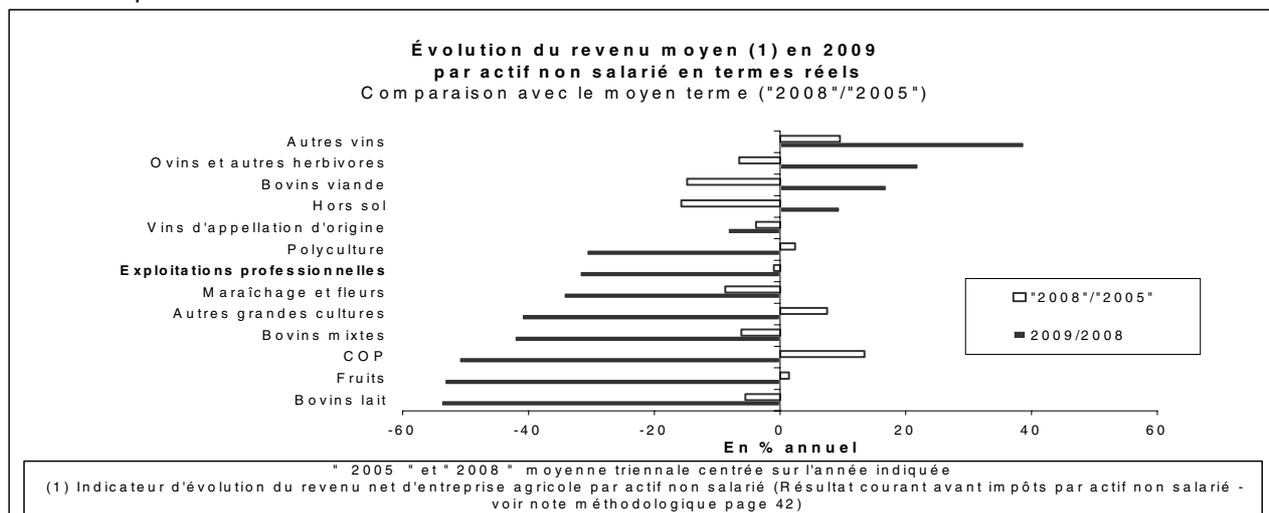
## LES COMPTES PRÉVISIONNELS PAR CATÉGORIE D'EXPLOITATIONS POUR 2009

En 2009, le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié de l'ensemble de la branche agriculture diminuerait de 34 % en termes réels. Pour les exploitations agricoles professionnelles en France métropolitaine, la baisse serait de 32 %. L'année 2009 est marquée par le recul des coûts de production, à l'exception notable des engrais. La baisse des cours des matières premières se répercute favorablement sur les prix de l'alimentation animale et de l'énergie. Mais les prix de la plupart des productions végétales comme animales sont orientés à la baisse. Au final, la baisse des coûts ne compense pas celle de la valeur de la production.

Pour les exploitations tournées vers les productions végétales, la hausse du coût des engrais, achetés à une période de prix élevés, joue défavorablement. Malgré des achats fortement réduits et la baisse des dépenses énergétiques, les charges en consommations intermédiaires varient peu par rapport à leur niveau élevé de 2008. Dans ces conditions, la nette dépréciation des prix a un impact négatif sur le revenu. Malgré des quantités d'oléagineux et de protéagineux en forte hausse et une moisson céréalière qui conserve son bon niveau de l'année précédente, le revenu des exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux chute de 51 % par rapport à 2008. Le recul est un peu moins prononcé pour les autres exploitations de grandes cultures (- 41 %), en raison d'une bonne récolte de betteraves. Affectées par les conditions climatiques qui ont perturbé les calendriers de production et les conditions de commercialisation depuis le printemps 2009, les exploitations fruitières et horticolas voient leur revenu diminuer respectivement de - 53 % et de - 34 %.

Pour les exploitations d'élevage, la baisse sensible du coût de l'alimentation animale entraîne un net recul des dépenses d'approvisionnement. A l'exception des ovins, les productions animales affichent des prix en baisse. Le volume de la production est en retrait dans les exploitations spécialisées en bovins viande et poursuit son érosion dans les exploitations ovines. Le moindre poids des charges permet une relative amélioration du revenu des éleveurs bovins viande en 2009 (+ 17 %), qui n'efface pas la baisse cumulée de 52 % des deux années précédentes. Le revenu des éleveurs d'ovins, très bas mais soutenu par les aides publiques, affiche une progression de 22 %. La situation des éleveurs laitiers est beaucoup moins favorable. Dans un contexte de forte détérioration des prix, la collecte laitière diminue. En conséquence, le revenu chute de 54 %, malgré la réduction des charges. Globalement le revenu des exploitations d'élevage hors sol enregistre une hausse de 10 %. La production porcine se replie légèrement en volume, celle de volailles décroît. Les cours du porc fléchissent et les prix des volailles baissent sensiblement. C'est la baisse des coûts de production, très importants en élevage hors sol, qui permet l'augmentation du revenu.

La situation des exploitations viticoles diffère selon les spécialisations. Excepté pour le champagne, les vendanges sont supérieures à celles, peu élevées, de 2008. Les coûts de production, en légère baisse, demeurent importants. Face aux difficultés de commercialisation, les prix des vins d'appellation se replient. Par contre, les stocks de vins de qualité courante sont faibles. Leurs prix s'orientent à la hausse. Dans ce contexte, le revenu des exploitations de viticulture d'appellation diminuerait de 8 %. Il progresserait de 39 % dans les exploitations de viticulture courante.



## Méthodologie des comptes par catégorie d'exploitations

Les comptes par catégorie d'exploitations détaillent les comptes annuels de l'agriculture selon les principales orientations de production. Ils sont établis sur **le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles**. Par rapport au champ couvert par le compte national, sont donc exclues d'une part les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), d'autre part les exploitations des DOM et les exploitations non professionnelles.

Ils ont pour objectif de mesurer l'impact de la conjoncture sur la formation du revenu dans les diverses catégories d'exploitations agricoles. Ils permettent également une première approche macro-économique des disparités de revenu entre orientations de production (OTEX).

Jusqu'en 2006, les comptes par catégorie d'exploitations ont été établis par répartition du compte national de la branche agriculture. Avec le découplage total ou partiel des aides directes du premier pilier introduit en 2006, les données nécessaires pour la répartition de cette part importante des subventions ne sont plus disponibles. Cette difficulté a conduit à réformer le mode de calcul des comptes par catégorie d'exploitations. La nouvelle méthode repose désormais totalement sur le réseau d'information comptable agricole (RICA).

Le revenu net d'entreprise agricole (RNEA) retenu comme indicateur des comptes macro-économiques de l'agriculture est très proche dans sa définition du résultat courant avant impôts (RCAI) calculé dans le cadre du RICA. Les évolutions annuelles constatées au niveau national sont très voisines. Les écarts peuvent être dus à deux raisons principales :

- la différence de champ : branche agriculture y compris DOM pour le compte national, exploitations agricoles professionnelles pour la France métropolitaine pour le RICA,
- dans certains cas le mode de valorisation des stocks.

Il a donc été décidé d'utiliser directement le RICA pour construire les comptes par catégorie d'exploitations et de **retenir le RCAI par Utans de cette opération comme indicateur d'évolution du RNEA par Utans et par catégorie d'exploitations**. Les résultats du RICA observés constituent donc la référence historique pour les évolutions du revenu agricole par catégorie d'exploitations. Pour l'année en cours les résultats du RICA ne sont pas disponibles. Il donc est nécessaire d'actualiser les résultats à l'année, ce qui revient à calculer un RCAI prévisionnel pour le RICA, indicateur de l'évolution du RNEA de l'année en cours.

Le calcul des résultats prévisionnels du RICA est réalisé selon la même technique que les comptes prévisionnels, en utilisant les mêmes indicateurs conjoncturels que dans le compte national pour estimer les évolutions de chacune des composantes du RCAI. Ces indicateurs sont estimés au niveau de nomenclature le plus fin possible. Ils sont appliqués aux données individuelles du RICA de l'année précédente. Le RCAI prévisionnel est calculé au niveau de l'exploitation comme étant le solde des différentes composantes estimées au niveau fin. Les données agrégées par OTEX au niveau national sont calculées en appliquant les derniers coefficients d'extrapolation disponibles c'est à dire ceux de l'année n-1.

# Grandes cultures

## Forte baisse des prix et du revenu

Déjà en baisse sensible en 2008, le revenu par actif non salarié des exploitations professionnelles de grandes cultures chute nettement en 2009 : - 51 % pour les exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux (COP) et - 41 % pour les autres exploitations de grandes cultures.

Le volume global des moissons céréalières est quasiment stable (+ 0,4 % par rapport à 2008). Les rendements élevés compensent la baisse des surfaces. Le recul des superficies affecte principalement le blé tendre dont la récolte se contracte de 1 %, mais dépasse de 5 % la production moyenne des cinq dernières années. La moisson de blé dur progresse de 2 % malgré une surface légèrement réduite. La sole et les rendements en orge augmentent. Les quantités produites croissent de 6 % par rapport à leur précédent record de 2008 et se situent 20 % au dessus de la moyenne 2004-2008. En revanche, la récolte de maïs se replie de 5 %, traduisant la baisse des rendements due à la sécheresse de l'été dans les régions productrices. Les récoltes des autres céréales à paille, notamment du triticale, gagnent 16 % par rapport à 2008.

Le volume de la production d'oléagineux augmente de 15 % par rapport à 2008, déjà en hausse. L'accroissement des superficies et des rendements en colza entraîne une remontée sensible de la récolte (+ 18 %). Pour le tournesol, l'extension de la sole contrebalance la faiblesse des rendements. Le volume produit progresse de 4 %.

Dans un contexte de croissance des surfaces et des rendements, les volumes de protéagineux bondissent de 29 % en 2009. La production de pois repart à la hausse (+ 22 % par rapport à 2008) mais reste 45 % en deçà de la moyenne 2004-2008. La récolte de féveroles excède de 39 % celle de 2008 et de 37 % la moyenne quinquennale.

Les conditions climatiques de l'été 2009 ont favorisé les rendements de la betterave industrielle. Sur des surfaces en hausse, les tonnages produits progressent de 9 %. La récolte de pommes de terre est en hausse de 5 % par rapport à 2008, conséquence de la progression de la sole de pommes de terre de conservation conjuguée à des rendements stables.

Entamée en 2008, la chute des prix des céréales se poursuit en 2009. En effet, le bilan mondial est excédentaire ce qui maintient les prix à la baisse. En outre, les prix des céréales

ne dépendent plus seulement de l'importance des récoltes et sont plus sensibles aux fluctuations des cours mondiaux des matières premières. En France, le prix du blé tendre se replie de 25 % et celui du blé dur de 20 %. La baisse est plus accentuée pour l'orge (- 35 %) en raison de stocks importants. Pour le maïs, les cours mondiaux ont baissé durant l'été 2009. Ils sont repartis à la hausse en octobre en raison d'aléas climatiques aux États Unis. En France, où les disponibilités restent importantes, le prix recule de 7 %.

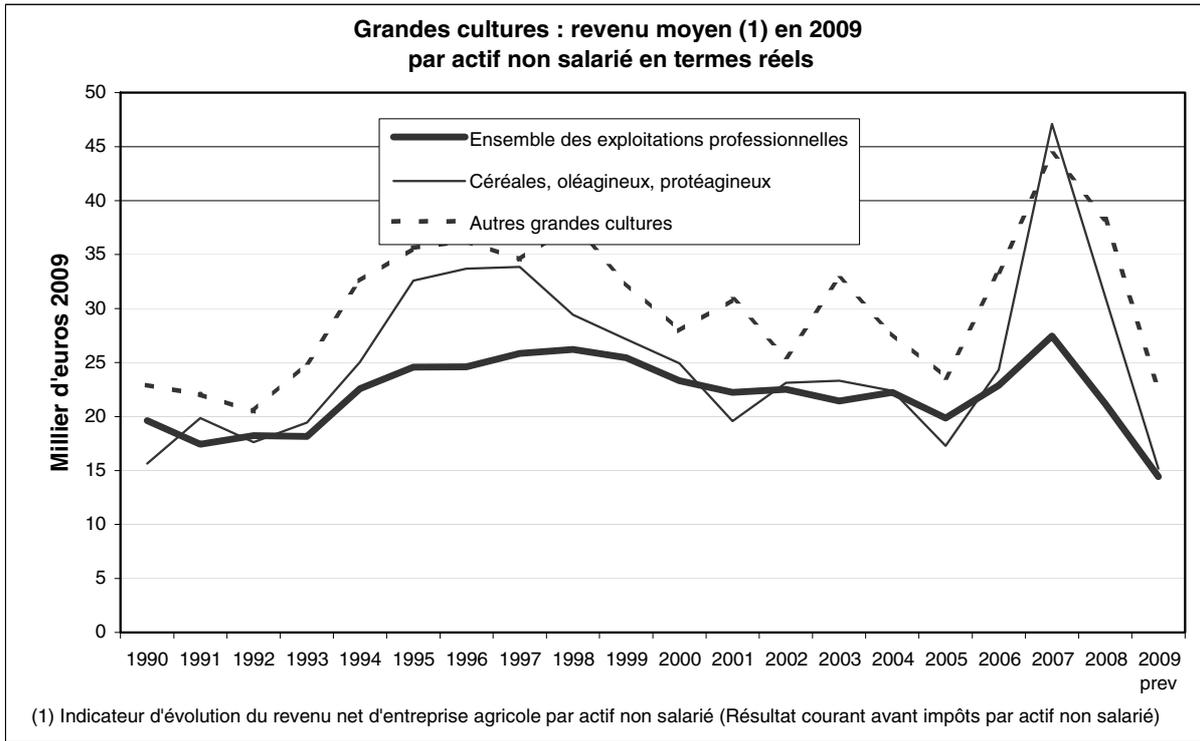
Les prix des oléagineux refluent globalement de 18 %. Face à la concurrence ukrainienne et à la progression des disponibilités européennes, le prix du colza fléchit de 18 %. L'importance des stocks pèse sur le prix du tournesol, en recul de 20 %.

Les prix des protéagineux diminuent de 15 %. Ceux de la pomme de terre baissent de 16 %, après la hausse de 2008. Par contre, les prix de la betterave industrielle gagnent 1 % dans l'ensemble. Celui de la betterave sucrière continue à baisser dans le cadre de la réforme du marché communautaire du sucre. Mais le prix des betteraves pour usage non alimentaire s'accroît.

Les charges d'approvisionnement (engrais, produits de protection des cultures, semences, carburants et lubrifiants) se replient globalement de 2 % en valeur. Les dépenses en carburants et lubrifiants régressent en liaison avec la baisse des cours des produits pétroliers. Les charges en produits de protection des cultures sont stables. Les quantités d'engrais achetées baissent fortement (- 25 %). Mais cette baisse ne suffit pas pour compenser l'envolée des prix (+ 40 %).

Le maintien des coûts de production à un niveau élevé conjugué avec les mouvements baissiers des prix explique la sensible diminution du revenu des exploitations de grandes cultures.

Avec une baisse cumulée de 62 % par rapport au pic inégalé de 2007, le revenu de l'ensemble des exploitations de grandes cultures redescend en dessous de son niveau historiquement bas de 2005. Toutefois, il excède de près de 50 % le niveau de revenu de la moyenne de l'ensemble des exploitations professionnelles.



## Maraîchage et fleurs

### Poursuite de la baisse tendancielle du revenu

Quasiment ininterrompue depuis 2002, la baisse du revenu par actif non salarié des exploitations productrices de légumes et de fleurs s'accroît en 2009 : - 34 % par rapport à 2008. Mais au sein de cette orientation, les situations diffèrent sensiblement selon les légumes.

Globalement, le volume de la production de légumes recule de 1 % en 2009 et les prix de l'ensemble des légumes se replient de 6 %.

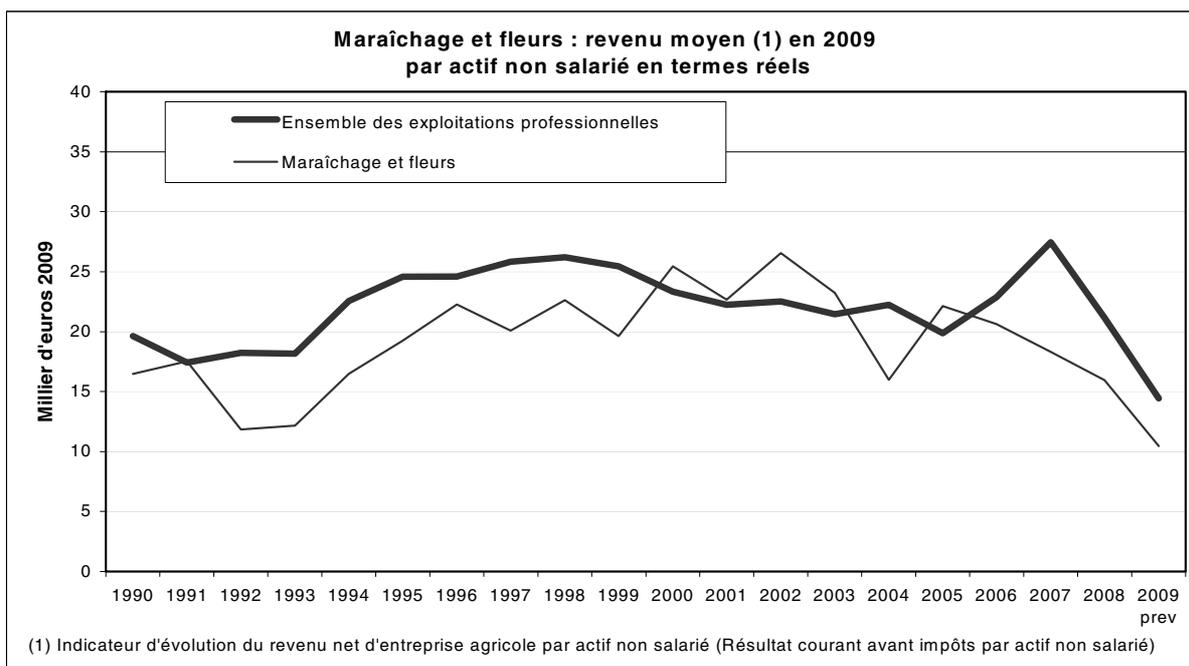
Les légumes d'été ont souffert de prix anormalement bas. En effet, à partir du printemps 2009, les conditions climatiques sont très favorables aux récoltes et les températures excédentaires de juin entraînent un décalage des calendriers de production. Dans un contexte de crise économique, les exportations ralentissent. Les mises sur le marché subissent la concurrence des produits importés, en augmentation, alors que la demande est insuffisante pour absorber les volumes supplémentaires. Ainsi, malgré des surfaces et une production réduites, les prix de la courgette reculent de 12 % face à la concurrence espagnole. Ceux de la tomate perdent 5 %. La baisse s'établit à 10 % pour le melon dont la récolte s'accroît de 8 %. En revanche, la situation est stable pour le concombre.

La conjoncture est difficile pour les légumes d'hiver. En moyenne sur l'année, la hausse

des prix des choux-fleurs compense presque la baisse des volumes produits. La situation est moins favorable pour les carottes et les poireaux, qui pâtissent de la faiblesse de la demande. L'extension des superficies en carottes provoque une hausse de la récolte et les prix diminuent de 11 %. Les poireaux sont, à partir de l'été 2009, confrontés à la concurrence des produits d'Europe du Nord. Leurs prix se replient de 12 % et entraînent une baisse du même ordre de la valeur de la production. Les surfaces d'endives continuent à régresser. La baisse de 10 % des volumes ne profite pas aux prix qui demeurent stables.

Les charges d'approvisionnement augmentent globalement de 2,3 % en valeur. Cet accroissement des charges provient du renchérissement du coût des engrais et des semences et plants. La baisse des prix de l'énergie a toutefois un effet modérateur.

Orienté à la baisse depuis sept ans, le revenu des exploitations horticoles baisse de 8 % en moyenne annuelle et atteint un point historiquement bas. Son niveau moyen est inférieur à celui observé au début des années 1990. Il représentait alors 83 % du revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles. Il en représente 71 % aujourd'hui.



# Viticulture

## Meilleures récoltes mais encore inférieures à la moyenne

En 2009 le volume de la production de vins d'appellation progresse dans l'ensemble de 1,3 %. Les volumes de vins de champagne se replient de 13 %, en raison de fortes attaques du mildiou sur la vigne. Ceux des autres vins d'appellation augmentent de 10 % après deux années de baisse sensible. De même, les vendanges de vins courants sont en hausse de 12 % mais restent inférieures à la moyenne des cinq dernières années. Des différences régionales apparaissent cependant. En particulier, la sécheresse estivale et la poursuite des arrachages en Languedoc-Roussillon se traduisent par un recul du volume récolté.

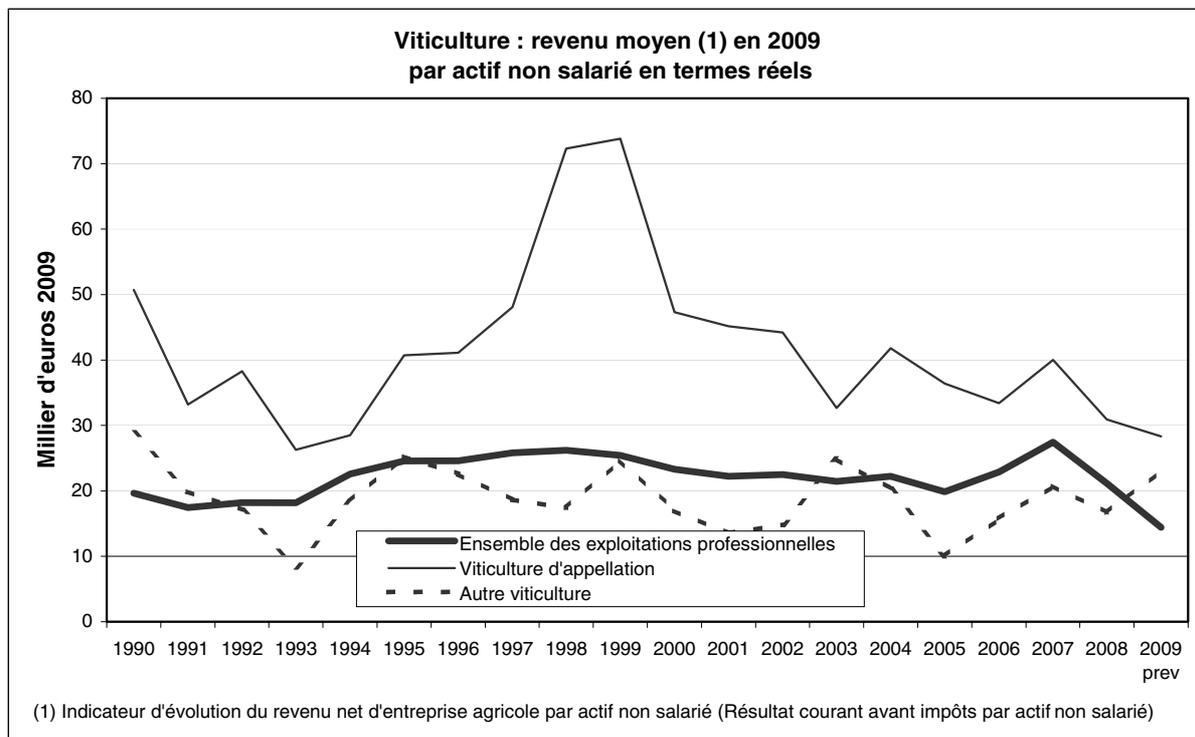
Le contexte de crise économique rend plus difficile l'écoulement des vins d'appellation, notamment à l'exportation. Sur la campagne 2009-2010 leurs stocks progressent légèrement. A l'inverse ceux des vins de qualité courante diminuent en conséquence des très basses récoltes de 2007 et 2008.

Dans ces conditions, les prix des vins d'appellation, y compris ceux du champagne, reculeraient de 4 % sur l'ensemble de la campagne. Ils croîtraient de 2 % pour les vins de table et de pays.

Les charges d'approvisionnement sont en léger retrait par rapport à 2008. Elles se replient de 1,2 % en viticulture d'appellation et de 2,2 % en autre viticulture. Les dépenses en produits de protection des cultures, poste prépondérant, sont stables. Celles en énergie se réduisent.

Dans ce contexte, le revenu des exploitations de viticulture d'appellation perd 8 % en 2009, après la forte baisse de 2008. Celui des exploitations de viticulture courante se redresse de 39 % après une année 2008 défavorable.

Le revenu de l'ensemble des exploitations viticoles d'appellation se situe dans une tendance baissière. Sur moyenne période, il recule de 4 % en moyenne annuelle depuis cinq ans. Toutefois, son niveau moyen dépasse nettement celui de l'ensemble des exploitations professionnelles. En revanche, le revenu des exploitations de viticulture courante est inférieur de 4 % à ce même niveau, en dépit d'une relative amélioration (+ 9 % en moyenne annuelle sur les cinq dernières années).



# Arboriculture fruitière

## Bonnes récoltes, fortes baisses de prix

Le revenu par actif non salarié des exploitations fruitières chute de 53 % en 2009, après deux années déjà en baisse. Il rejoint ainsi le bas niveau observé en 2005.

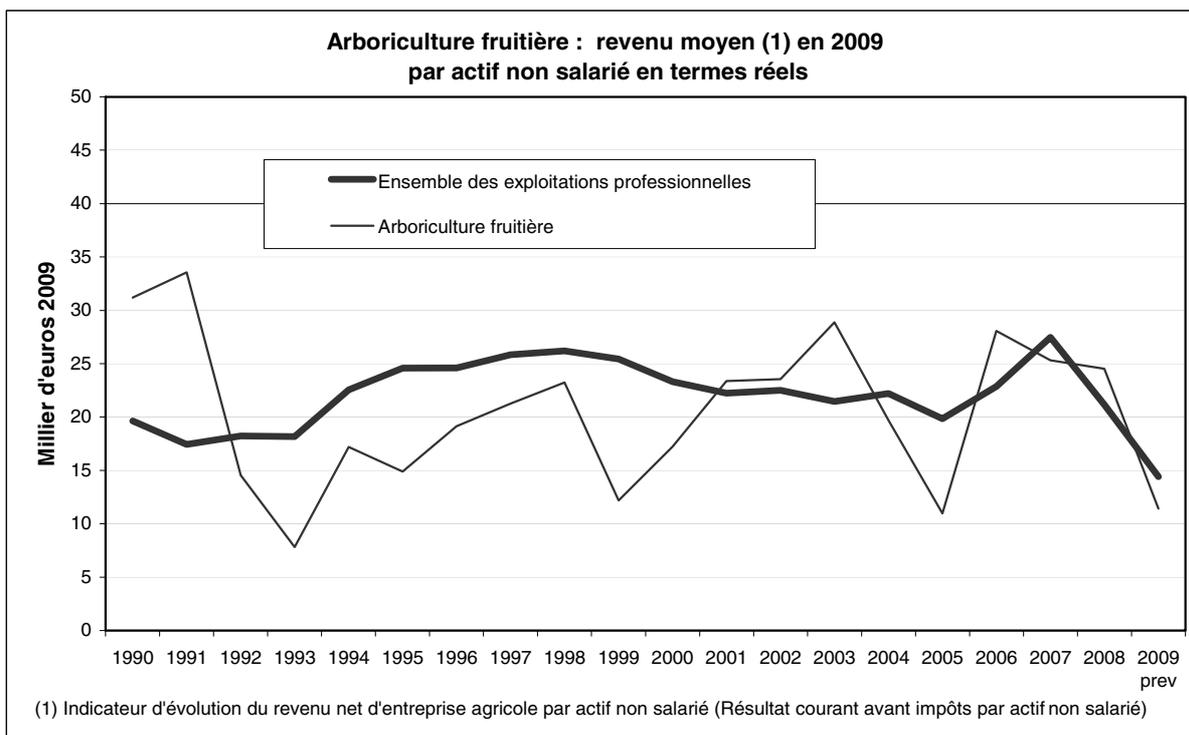
Globalement, le volume des récoltes augmente de 12 % et les prix diminuent de 17 %.

Cette situation résulte principalement du retour à la normale de la production de fruits d'été, après une année 2008 déficitaire en raison des mauvaises conditions climatiques. En 2009, les récoltes d'abricots, de prunes et de pêches s'accroissent respectivement de 85 %, 20 % et 11 %. Mais le temps peu estival de l'été 2009 n'a pas favorisé la demande. Sur un marché dominé par les produits espagnols les prix s'effondrent : - 51 % pour les abricots, - 40 % pour les prunes et - 17 % pour les pêches. La situation est également très dégradée pour la cerise. La cueillette est parfois abandonnée à cause des prix insuffisamment rémunérateurs. Ceux-ci reculent de 25 % alors que la récolte bondit de 27 %. La conjoncture est meilleure pour la fraise. La concurrence étrangère est modérée et la production en valeur se maintient.

La réduction des vergers de poires et de pommes se poursuit. Les récoltes dépassent toutefois les faibles volumes de 2008. ils augmentent de 16 % pour la poire dont les prix baissent de 20 % par rapport à leur niveau élevé de 2008. Sur un marché dégradé les prix des pommes déclinent de 9 %.

Les charges d'approvisionnement se replient de 2 % en valeur. Les dépenses en produits de protection des cultures sont stables. Celles en engrais et semences, en hausse, sont compensées par la baisse des prix de l'énergie.

La dégradation du revenu des exploitations d'arboriculture fruitière s'explique donc par la forte baisse des prix des fruits, que ne contrebalance pas le léger recul du coût des consommations intermédiaires. En baisse de 34 % par rapport à la moyenne des trois dernières années, le revenu des exploitations d'arboriculture fruitière est, en 2009, légèrement inférieur au revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles. Il le dépassait de 43 % au début des années 1990.



# Élevage bovin

## Situation toujours difficile pour l'élevage bovin

En 2009, le revenu par actif non salarié des exploitations professionnelles spécialisées en bovins lait chute de 54 %. En revanche, celui des exploitations spécialisées en bovins viande progresse de 17 %, mais cette hausse est loin de compenser la baisse marquée des deux années précédentes.

Le volume de production de veaux de boucherie recule de 2 %. Les abattages de gros bovins mâles sont inférieurs de 5 % à ceux de 2008, année où ils étaient particulièrement élevés du fait de la fièvre catarrhale ovine. A l'inverse, la baisse des prix du lait a découragé la production et la réduction du cheptel laitier, interrompue en 2008, reprend.

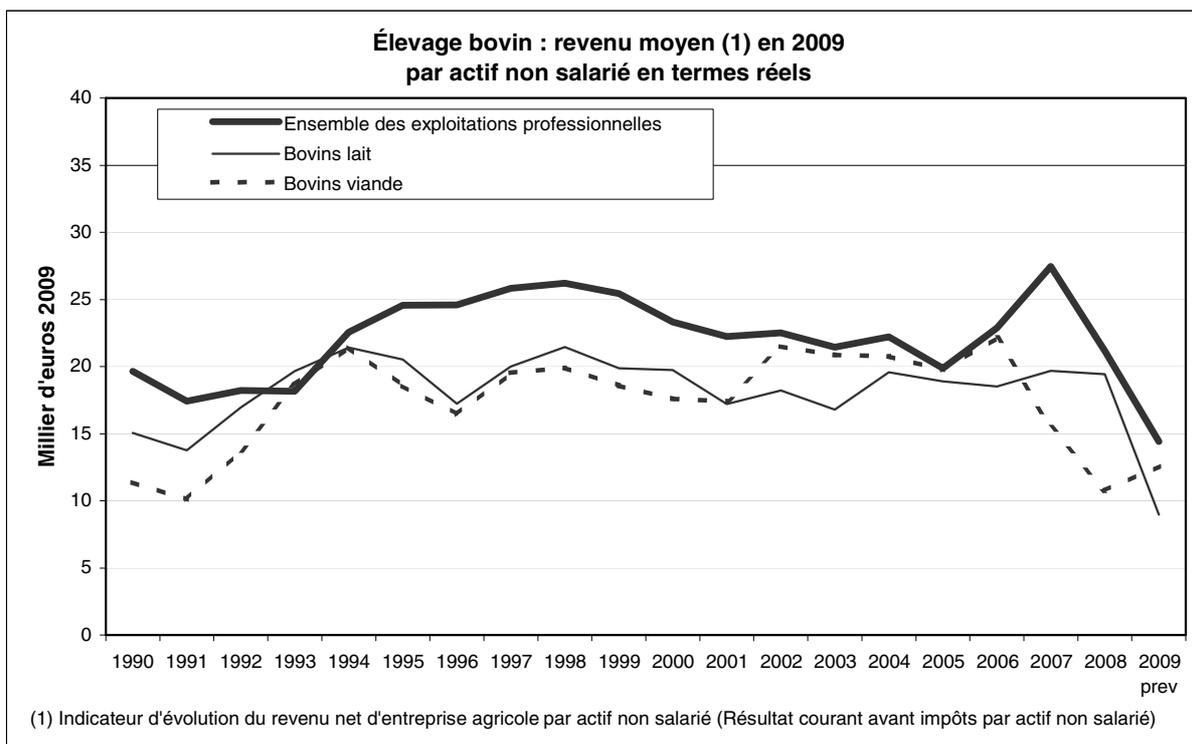
Le prix du lait a commencé à baisser au second semestre de 2008. Il continue à se détériorer en 2009 (- 16 % en moyenne sur l'année), en liaison avec la diminution des prix des produits laitiers industriels (beurres et poudres de lait). Dans ce contexte, la collecte laitière se replie de 3 %.

Les prix du veau perdent 3 % en raison de la faiblesse de la demande. Globalement, les prix des gros bovins reculent aussi de 3 %. Toutefois, le prix des animaux maigres remonte par rapport à 2008, où il était très

déprimé du fait des difficultés d'exportations liées à la fièvre catarrhale ovine.

Les charges d'approvisionnement enregistrent une baisse sensible : - 11 % dans les exploitations laitières comme dans celles spécialisées en bovins viande. Cette diminution des charges résulte de la baisse du coût de l'alimentation animale. En effet, la baisse des prix des céréales, intervenue en 2008, est répercutée pour partie en 2009 sur les prix des aliments composés. Ceux destinés aux gros bovins se réduisent ainsi de 9 %. Les achats étant moindres, les dépenses en valeur sont allégées de près de 20 %.

Les exploitations spécialisées en bovins viande voient donc leur revenu s'améliorer en 2009. Ce dernier demeure cependant à un niveau historiquement bas, proche de celui du début des années 1990 après une baisse de 52 % entre 2006 et 2008. Tendanciellement, la situation des exploitations laitières n'est pas meilleure avec la forte baisse de 2009. Dans ces deux orientations, le revenu reste, comme il y a vingt ans, nettement plus faible que celui de la moyenne de l'ensemble des exploitations professionnelles. Il est inférieur de 24 % à cette moyenne pour les exploitations laitières et de 38 % pour celles spécialisées en bovins viande.



# Élevage ovin et autres herbivores

## Amélioration relative mais le niveau de revenu reste faible

Le revenu par actif non salarié des exploitations d'élevage d'ovins et autres herbivores progresse de 22 % en 2009. Toutefois, cette hausse ne rattrape pas le recul enregistré les deux années précédentes et le revenu reste sur une tendance baissière (- 5 % par an depuis 2006).

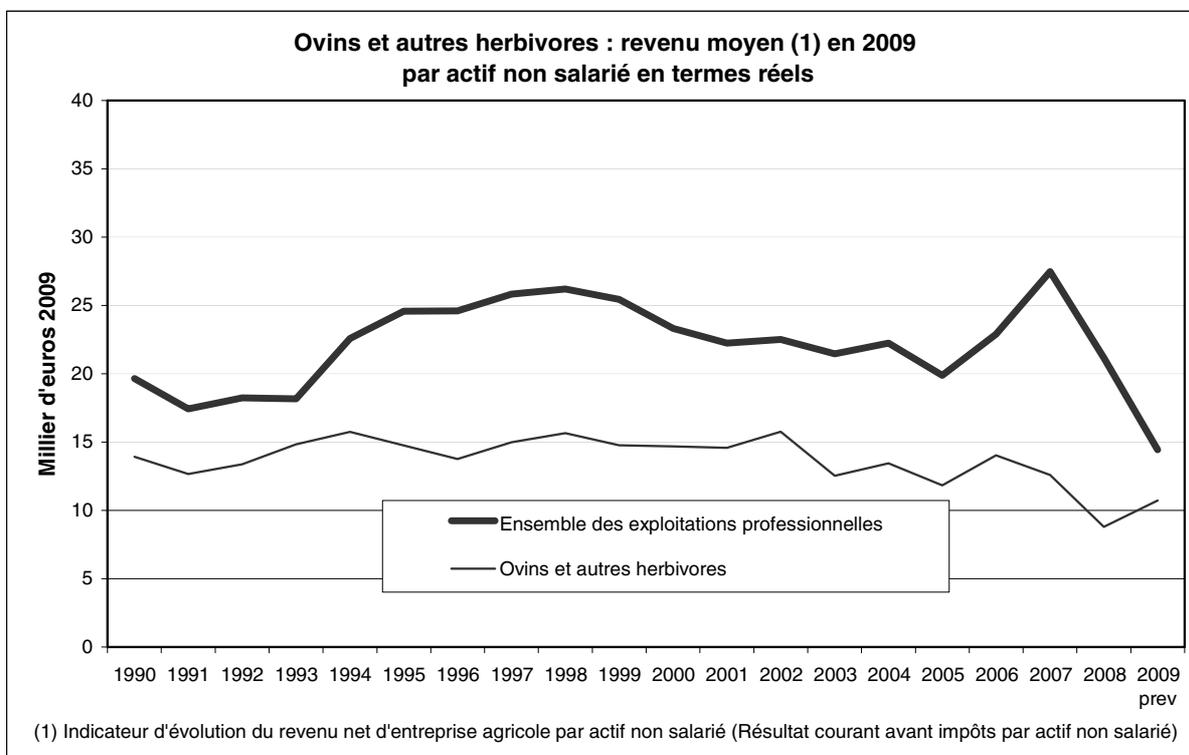
Le volume de la production ovine est en baisse de 6 % par rapport à 2008 et de 16 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les abattages d'agneaux et d'animaux de réforme sont moins nombreux qu'en 2008. La consommation de viande ovine se stabilise. Face à la baisse de production française, les achats en provenance du Royaume-Uni et de Nouvelle-Zélande se renforcent.

Les prix sont fermes en moyenne sur la campagne (+ 1 %). Très élevés en début d'année 2009, ils ont diminué depuis le mois de juillet.

Le coût de l'alimentation animale, en particulier des aliments composés, se réduit nettement du fait de la baisse des prix des matières premières entrant dans leur composition. Ce mouvement, accentué par de moindres achats, se traduit par un allègement notable de la valeur des charges d'approvisionnement (- 10 %).

Cette baisse des coûts des consommations intermédiaires, combinée à l'augmentation des aides publiques à la filière, explique la relative amélioration du revenu en 2009.

En effet, le revenu des exploitations ovines, tendanciellement orienté à la baisse depuis 2003, se situe encore à un point historiquement bas en 2009. Son niveau représentait 72 % du revenu moyen des exploitations professionnelles au début des années 1990, il est égal à 51 % de ce revenu moyen en 2009.



# Élevage hors sol

## Forte diminution des coûts de production

En moyenne pour l'ensemble des élevages hors sol, le revenu par actif non salarié progresse de 10 % en 2009. Il demeure toutefois en recul de 12 % par an en moyenne depuis 2006.

La valeur de la production porcine décroît notablement en 2009 après une hausse sensible en 2008. Les volumes produits baissent légèrement mais restent égaux à leur moyenne des cinq dernières années. La demande est peu soutenue sur le marché intérieur. Les exportations faiblissent du fait d'achats moins importants de la Russie et de la Chine. Dans ce contexte, les prix se replient de 7 %.

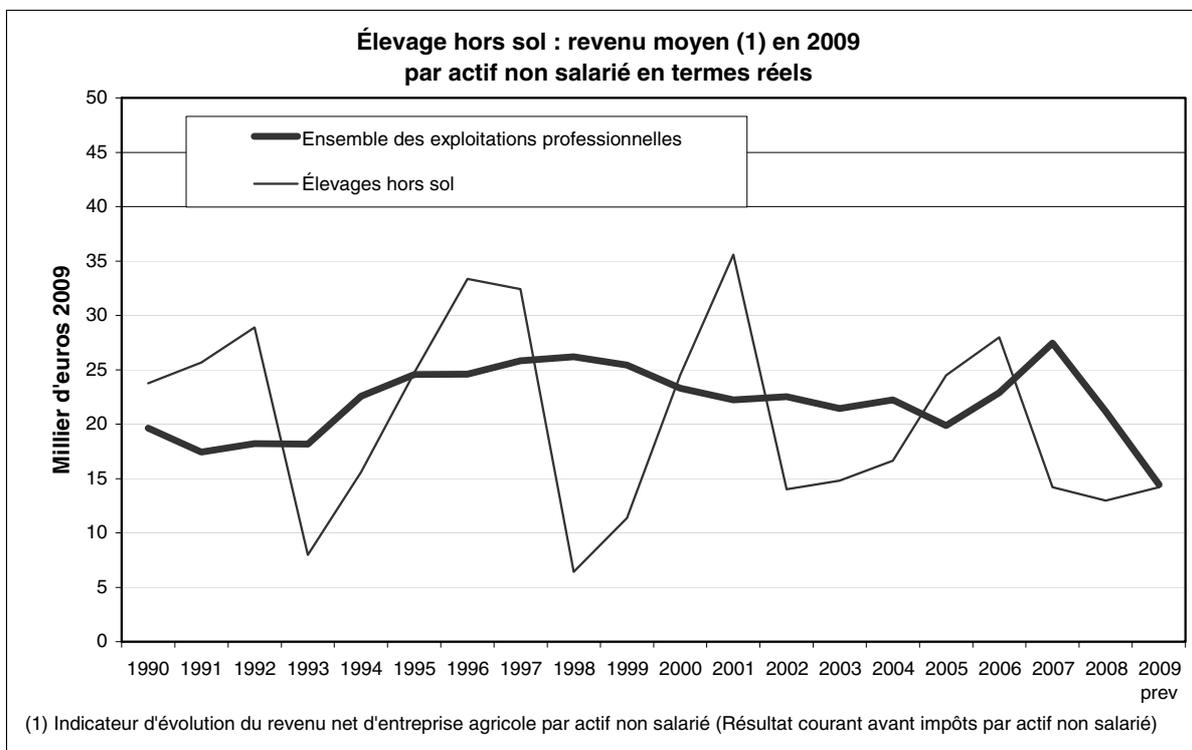
Pour la volaille, la valeur de la production régresse de 12 %, après deux années consécutives de forte hausse. Le volume de la production recule de 4 %, mettant fin à la reprise partielle, observée en 2007 et 2008, après la crise de l'influenza aviaire de 2006. Les baisses de production les plus marquées (-7 %) touchent les dindes et les canards. Seuls les abattages de poulets sont stables. Les prix de l'ensemble des volailles décroissent de 8 %. Cette baisse sensible traduit la répercussion de la diminution des coûts de production, notamment de

l'alimentation animale, facilitée par la forte intégration de la filière.

Le volume de la production d'œufs baisse en 2009. Les mises en place de poulettes de ponte s'accroissent, en particulier depuis juillet 2009. Elles devraient soutenir la production future d'œufs de consommation. En réponse à la modération de l'offre, les prix sont fermes, de 5 % supérieurs à ceux de 2008.

Les charges d'approvisionnement diminuent de 15,7 %. Ce mouvement résulte essentiellement de la baisse des prix et des achats d'aliments composés.

Ainsi, la baisse des coûts de production, très importants dans cette orientation, est à l'origine de l'amélioration du revenu. Mais, malgré la progression affichée en 2009, le revenu des exploitations hors sol demeure à un point bas voisin de celui de 2002. Il dépassait de 42 % le revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles au début des années 1990. Il lui est maintenant inférieur de 34 %. Cette moyenne recouvre une situation toujours très difficile pour l'élevage porcine et une conjoncture plus favorable pour les élevages avicoles.

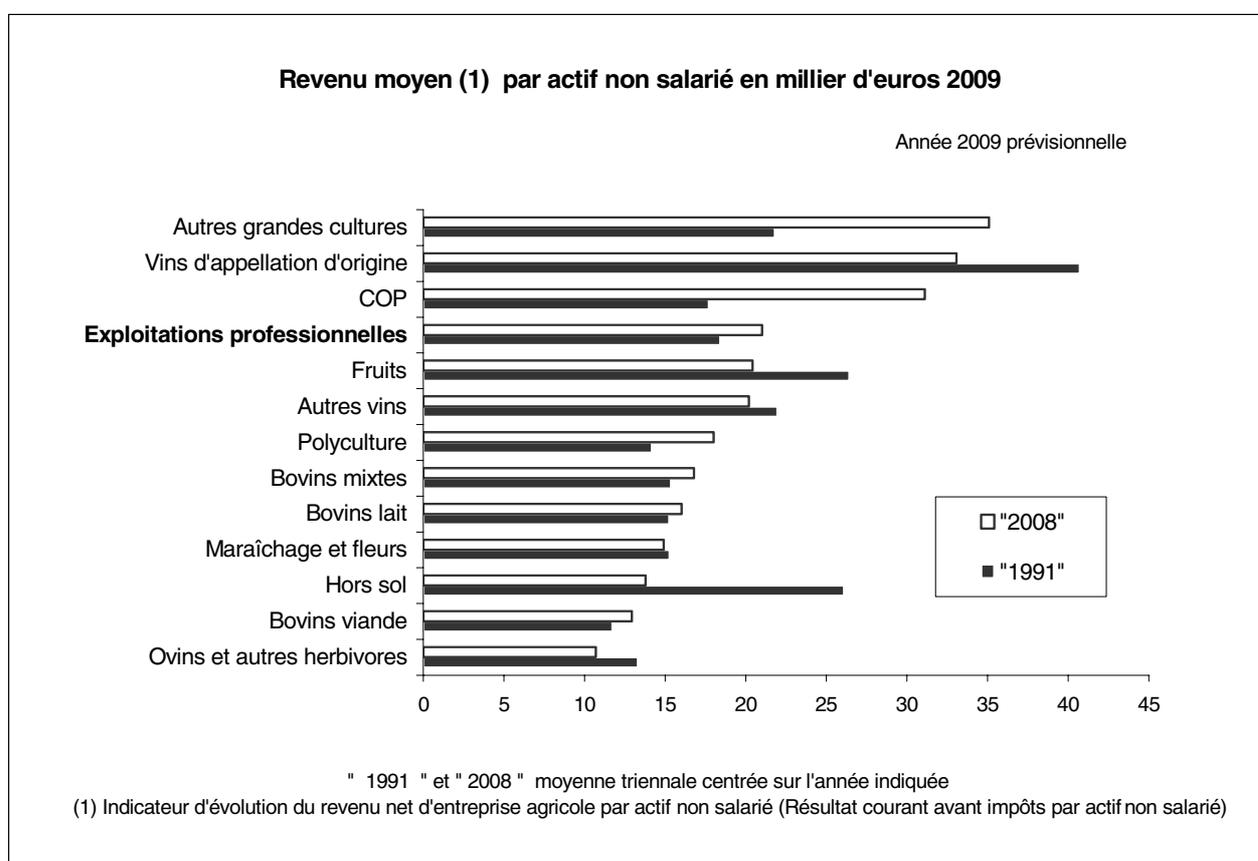


## Disparités et évolutions à long terme du revenu

Malgré deux années de baisse marquée en 2008 et 2009, l'évolution du revenu agricole moyen par actif reste légèrement positive sur longue période : + 0,8 % par an, en termes réels, entre 1990 et 2009, pour l'ensemble des exploitations professionnelles. Mais les situations sont variables selon les spécialisations. Les exploitations hors sol enregistrent sur cette période une baisse sensible de leur revenu (- 3,7 % par an). Les exploitations d'arboriculture fruitière et de viticulture voient aussi un recul de leur revenu (respectivement - 1,5 % et - 1,1 %). L'évolution est également orientée à la baisse (- 1,3 %) pour les exploitations d'élevage d'ovins et d'autres herbivores. Le revenu des exploitations maraîchères et horticoles est stable sur longue période. La situation est plus favorable pour les exploitations bovines qui bénéficient d'une légère hausse tendancielle (+ 0,5 %) et les exploitations de grandes cultures (+ 2,8 %).

En conséquence, les exploitations d'élevage hors sol qui avaient un revenu nettement supérieur à la moyenne des exploitations professionnelles voient celui-ci chuter : de 42 % supérieur à cette moyenne en 1990-1992, il lui est maintenant (moyenne des

années 2007 à 2009) inférieur de 34 %. Le revenu des exploitations fruitières, qui dépassait, lui aussi, la moyenne de 40 %, lui est désormais un peu inférieur. C'est également le cas des exploitations de viticulture courante dont le revenu excédait la moyenne de 19 % en 1990-1992. Sur cette même période, le revenu des exploitations de grandes cultures avoisinait la moyenne, il la dépasse aujourd'hui très largement (+ 53 %) grâce aux bons résultats de 2007. La situation des exploitations d'élevage herbivores et de maraîchage est nettement moins favorable. Comme au début des années 1990, le revenu des exploitations bovines viande se situe à 38 % au-dessous de la moyenne. Celui des exploitations laitières est 24 % en deçà de la moyenne contre 18 % auparavant. Quant aux exploitations ovines et caprines, leur revenu ne représente plus que 51 % de la moyenne contre 72 % il y a vingt ans. Pour les exploitations maraîchères la détérioration est moindre : la différence par rapport à la moyenne passe de - 17 % à - 29 %. Les exploitations de viticulture d'appellation constituent une exception : leur revenu très au dessus de la moyenne en 1990-1992 le demeure mais s'est cependant très nettement réduit.





# Annexes chiffrées

Tableau 1 : Indicateur d'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en 2009

Tableau 2 : Indicateur de disparité du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié (Résultat courant avant impôts par actif non salarié)

Tableau 3 : Indicateur d'évolution du revenu net d'entreprise agricole (résultat courant avant impôts par actif non salarié) en termes réels (indices 1990 = 100)



## I – Résultats pour l'ensemble des catégories d'exploitations

**Tableau 1 : Indicateur d'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié selon les catégories d'exploitations (résultat courant avant impôts par UTANS)**

	Résultat courant avant impôts par UTA non salariée en termes réels, en % annuel						Niveau moyen (ensemble des exploitations professionnelles = 100)	
	Evolutions annuelles moyennes (%)						"1991"	"2008"
	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2009/"2007"	"2008"/"2005"	"2008"/"1991"		
Ensemble des exploitations professionnelle	20,0	-22,9	-32	-22,2	-1,0	0,8	100	100
Céréales, oléagineux, protéagineux	93,8	-34,1	-51	-33,3	13,4	3,4	96	148
Autres grandes cultures	32,7	-13,6	-41	-23,6	7,5	2,8	94	167
Ensemble grandes cultures	69,8	-28,1	-47	-29,8	10,8	2,8	108	153
Maraîchage et fleurs	-11,2	-12,8	-34	-24,4	-8,7	-0,1	83	71
Viticulture d'appellation	19,8	-22,8	-8	-9,7	-3,8	-1,2	221	157
Autre viticulture	31,9	-19,8	39	14,2	9,5	-0,5	119	96
Ensemble viticulture	21,5	-21,7	-2	-6,0	-2,0	-1,1	198	143
Arboriculture fruitière	-9,8	-3,2	-53	-33,6	1,4	-1,5	143	97
Bovins lait	6,3	-1,3	-54	-31,7	-5,5	0,3	82	76
Bovins viande	-30,2	-30,5	17	-11,7	-14,8	0,6	64	62
Bovins mixtes	1,7	-14,4	-42	-27,7	-6,1	0,5	83	80
Ovins et autres herbivores	-10,2	-30,2	22	-4,7	-6,5	-1,3	72	51
Hors sol	-49,2	-8,6	10	-12,1	-15,7	-3,7	142	66
Polyculture	37,6	-27,8	-31	-21,8	2,4	1,4	77	86
Elevage et culture	24,1	-25,3	-48	-32,2	-2,1	2,0	74	91

"N" = moyenne des années N-1 à N+1.

Source : SSP, comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 2 : Indicateur de disparités du revenu net d'entreprise agricole moyen par actif non salarié (Résultat courant avant impôts par UTANS) selon les catégories d'exploitations

	VALEUR MOYENNE PAR UTANS EN MILLIERS D'EUROS COURANTS																			
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 prév
Ensemble des exploitations professionnelles	14,3	12,9	13,8	14,0	17,7	19,5	19,8	21,1	21,6	20,9	19,4	18,9	19,6	19,0	20,0	18,3	21,5	26,5	20,9	14,4
Céréales, oléagineux, protéagineux	11,4	14,7	13,4	15,0	19,7	25,9	27,2	27,6	24,2	22,3	20,8	16,6	20,1	20,7	20,2	15,9	22,9	45,5	30,7	15,2
Autres grandes cultures	13,3	13,0	12,5	16,5	22,6	24,6	25,4	24,2	27,0	26,6	23,3	26,2	22,3	29,1	25,0	21,7	31,4	42,8	37,9	22,6
Ensemble grandes cultures	14,6	15,3	14,4	17,8	23,9	26,5	27,9	27,8	26,4	23,7	21,6	19,8	20,8	23,4	21,7	18,0	25,5	44,3	32,7	17,4
Maraîchage et fleurs	12,0	13,0	9,0	9,4	12,9	15,3	18,0	16,4	18,6	16,1	21,2	19,3	23,1	20,6	14,4	20,4	19,4	17,7	15,8	10,5
Viticulture d'appellation	36,8	24,7	29,0	20,3	22,4	32,3	33,2	39,2	59,5	60,7	39,5	38,4	38,5	29,0	37,7	33,5	31,5	38,6	30,6	28,3
Autre viticulture	21,0	14,8	13,0	6,5	14,4	20,1	18,2	15,2	14,3	20,3	14,2	11,5	12,9	22,1	18,3	9,2	14,8	20,1	16,5	23,1
Ensemble viticulture	32,9	22,7	25,5	17,0	20,7	29,6	29,9	33,4	48,4	50,9	33,4	31,7	32,4	27,3	33,3	27,6	27,5	34,2	27,5	27,2
Arboriculture fruitière	22,7	24,9	11,0	6,0	13,5	11,8	15,4	17,4	19,1	10,0	14,4	19,9	20,5	25,6	17,7	10,1	26,4	24,4	24,2	11,4
Bovins lait	10,9	10,2	12,9	15,1	16,8	16,3	13,9	16,3	17,7	16,3	16,5	14,6	15,9	14,9	17,7	17,4	17,4	19,0	19,2	9,0
Bovins viande	8,3	7,5	10,4	14,4	16,8	14,7	13,2	15,9	16,4	15,3	14,7	14,8	18,7	18,5	18,7	18,2	20,9	14,9	10,6	12,6
Bovins mixtes	10,0	11,1	13,2	15,3	17,8	17,9	16,4	18,2	18,4	17,1	17,3	15,5	19,8	16,2	17,5	18,7	19,8	20,7	18,1	10,6
Ovins et autres herbivores	10,1	9,4	10,1	11,5	12,3	11,7	11,1	12,2	12,9	12,1	12,3	12,4	13,7	11,1	12,1	10,9	13,2	12,2	8,7	10,7
Hors sol	17,2	19,1	21,9	6,2	12,2	19,6	26,9	26,4	5,3	9,4	20,4	30,3	12,2	13,1	15,0	22,5	26,3	13,7	12,8	14,2
Polyculture	13,9	7,5	10,1	8,8	11,1	15,0	15,1	15,2	15,3	14,6	16,5	15,6	16,2	19,1	16,2	13,5	16,6	23,5	17,4	12,2
Élevage et culture	10,1	9,0	11,4	13,1	16,3	18,2	17,7	17,6	16,9	16,8	17,5	17,0	17,7	16,4	19,0	17,1	20,4	26,0	19,9	10,5

Source : SSP, comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 3 : Indicateur d'évolution de revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels (résultat courant avant impôts par UTANS) sur longue période selon les catégories d'exploitations

	Indices 1990=100																			
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 prév
Ensemble des exploitations professionnelles	100,0	88,8	92,8	92,5	114,9	125,1	125,3	131,6	133,5	129,6	118,7	113,3	114,7	109,2	113,2	101,2	116,5	139,9	107,8	73,5
Céréales, oléagineux, protéagineux	100,0	126,8	112,6	124,1	160,0	208,1	215,2	216,3	187,9	173,4	159,1	125,0	147,7	148,9	142,9	110,3	155,2	300,8	198,1	97,0
Autres grandes cultures	100,0	95,5	90,2	116,6	157,4	169,3	172,1	162,6	179,7	177,2	152,8	168,7	139,9	179,4	151,7	129,1	145,7	193,4	167,1	98,5
Ensemble grandes cultures	100,0	102,6	94,6	114,2	151,4	166,0	171,8	169,0	159,1	143,3	128,6	115,3	118,6	130,7	119,8	97,2	134,3	228,0	163,9	86,4
Maraîchage et fleurs	100,0	106,5	72,0	73,9	100,1	116,9	135,2	121,9	137,5	119,2	154,6	137,7	161,3	141,2	97,1	134,5	125,3	111,2	97,0	63,6
Viticulture d'appellation	100,0	65,5	75,5	51,8	56,2	80,3	81,0	94,9	142,6	145,6	93,3	89,1	87,1	64,5	82,4	71,7	65,9	78,9	60,9	55,9
Autre viticulture	100,0	68,8	59,0	29,0	63,5	87,3	78,1	64,5	60,1	85,3	58,7	46,7	51,2	86,0	70,2	34,7	54,4	71,8	57,6	79,9
Ensemble viticulture	100,0	67,3	74,0	48,6	58,1	82,2	81,8	90,3	129,7	136,5	88,4	82,3	82,0	68,0	81,5	66,2	64,4	78,2	61,3	60,0
Arboriculture fruitière	100,0	107,5	46,6	25,1	55,1	47,7	61,3	68,2	74,5	39,1	55,2	74,8	75,5	92,6	63,1	35,1	89,9	81,2	78,6	36,6
Bovins lait	100,0	91,4	113,3	130,9	143,1	137,2	115,2	133,7	143,4	132,7	131,9	115,0	121,8	112,1	130,9	126,3	123,0	130,7	129,1	59,6
Bovins viande	100,0	88,8	121,0	164,1	188,7	163,3	144,5	171,9	175,3	163,5	154,9	153,3	189,3	183,6	182,7	173,8	195,1	136,2	94,6	110,6
Bovins mixtes	100,0	109,2	126,6	144,4	165,1	164,5	148,3	163,0	163,0	151,2	151,1	133,2	165,9	132,7	141,6	148,3	153,4	156,0	133,5	77,2
Ovins et autres herbivores	100,0	90,8	96,0	106,5	113,0	105,9	98,8	107,6	112,4	106,0	105,5	104,7	113,2	90,0	96,5	85,0	100,7	90,4	63,1	77,0
Hors sol	100,0	108,1	121,7	33,6	65,7	104,2	140,5	136,5	27,1	47,9	103,2	149,9	59,0	62,3	70,1	103,1	117,8	59,8	54,6	59,8
Polyculture	100,0	52,4	69,4	59,6	74,1	98,4	97,5	97,1	97,1	92,5	103,2	95,5	97,0	112,3	93,6	76,5	92,1	126,8	91,5	63,3
Élevage et culture	100,0	87,1	107,9	121,9	149,8	164,7	157,8	155,5	147,3	147,0	150,8	143,9	146,3	133,1	151,5	133,7	155,8	193,4	144,4	75,6

Source : SSP, comptes nationaux par catégorie d'exploitations